



Un élan de liberté trop vite asphyxié

Pendant deux semaines, les médias n'ont cessé de diffuser les images de milliers de moines et nonnes manifestant de manière pacifique contre le régime militaire au Myanmar. Un véritable océan de robes colorées et de mains jointes en rangs serrés, soutenu par le peuple birman qui vit un quotidien fait de répressions et de privations. Alors que près de la moitié des revenus de l'État vont au budget d'une armée hypertrophiée, celle-ci semble plus apte à contrôler et à soumettre son peuple qu'à développer le pays, l'un des plus pauvres de la planète. La junte militaire, au pouvoir depuis quarante-cinq ans, impose à son pays une des dictatures les plus criminelles du monde. Pour les généraux, la vie est bonne et la Birmanie est prospère. De ses forêts, de son gaz, de ses pierres précieuses et de sa population, exploitée à outrance.

Daphnée Hacker
Étudiante au BCPS

L'annonce par le pouvoir militaire, le 15 août dernier, du doublement du prix de l'essence a servi de déclic au mouvement de protestation. Le désespoir et la faim grandissante ont également joué un rôle déclencheur de la grogne populaire qui a gagné l'ensemble du pays. C'est la première menace réelle à laquelle fait face le pouvoir depuis le soulèvement de 1988. Alors que des milliers d'étudiants réclamaient pacifiquement la démocratie, leurs appels furent noyés dans le sang par une répression violente qui, selon Human Rights Watch, aurait fait 3 000 morts. Cependant, selon *The Associated Press*, d'autres rapports auraient estimé jusqu'à 10 000 le nombre réel de victimes.



Le message des moines

Cette fois, la junte militaire est aux prises à une forte opposition. Depuis que des soldats birmanes ont fait l'erreur de s'en prendre à un groupe de moines, couramment appelés bonzes, qui manifestaient le 5 septembre à Pakkoku, le clergé bouddhiste s'est joint au mouvement de contestation pour en prendre la tête. Cette attaque où des moines ont été attrapés au lasso, ligotés à des arbres et roués de coups a totalement outré la sangha (communauté monastique).

Les deux grandes institutions du pays sont désormais face à face. D'un côté, la dictature militaire qui règne par la terreur et les armes et contrôle l'essentiel de l'économie. De l'autre, des milliers

Suite Page 3

Une couple de (très) bonnes raisons d'appuyer la hausse des frais !

Gabriel Légaré
Étudiant au BRIDI

Marre! J'en ai marre, je suis écoeuré, saturé, gonflé à bloc de toute cette propagande gauchiste, de ce totalitarisme socialiste qu'une clique d'étudiants motivés par je ne sais quel fantasme de pouvoir nous geroche en pleine face, au creux de l'oreille, sans arrêt! Non, sérieusement, je suis certain que vous aussi vous n'êtes plus capables d'entendre ces jérémiades pour la justice sociale ou la gratuité... Ça n'existe pas! Ça n'a jamais existé, et ça n'existera jamais! Alors qu'on cesse de nous écoeurer, parce que voyez-vous, si ça n'existe pas, c'est parce que ça ne fonctionne pas. D'ailleurs, on ne peut - en toute franchise! - que contempler la grandeur de cette décision courageuse du gouvernement. C'est à travers de telles mesures que l'on peut espérer bâtir un monde qui soit réellement meilleur! Et malgré le fait que, je trouve, ça saute aux yeux, je vais quand

même démontrer ici, point par point, pourquoi il faut se battre contre ces forces sociales qui errent loin, très loin, et pour ce changement salvateur qui vient réchapper les pauvres égarés qui luttent en pantalons troués et les cheveux en bataille.

1 - Orientons-nous d'abord vers ce que nous dit la théorie économique. C'est clair, simple, précis. Tout le monde s'entend à dire que, lorsque la demande d'un bien augmente, son prix augmente. Vrai? Et voilà!! En termes plus généraux, on dit: l'augmentation de la demande est corrélée à une augmentation des prix. Dans notre cas, de plus en plus d'étudiants demandent une éducation de qualité; les prix montent. L'augmentation des frais correspond donc à une augmentation des étudiants. Au lieu de se plaindre, on devrait se réjouir de cet heureux état de fait: l'éducation n'est pas en danger, elle se porte mieux que jamais!

2 - Mais un problème demeure. Avec

les bas frais que nous connaissons encore, n'importe quel paresseux peut venir squatter illégitimement les locaux déjà débordants de notre université bien-aimée. Non seulement c'est un problème d'espace, mais on fournit à ces démeritants chômeurs une éducation bien précieuse qu'ils n'ont nullement mérité. C'est absurde, que

« Il est plus que temps de remettre à l'endroit le bon vieux système de valeurs qui était cher à nos pères, celui basé sur le mérite et sur le pain gagné à la sueur de son front. »

dis-je, c'est honteux! Il est plus que temps de remettre à l'endroit le bon vieux système de valeurs qui était cher à nos pères, celui basé sur le mérite et sur le pain gagné à la sueur de son front. Comment donc peut-on demander à notre Québec d'occuper une place enviable sur la scène internationale, si ses citoyens n'ont pas à

faire le moindre effort pour accéder à la sphère des privilégiés? Je vous le demande.

3 - Il est un impératif que nous ne pouvons ignorer: c'est celui de la mise à niveau du Québec par rapport au reste de l'Amérique du Nord. Ils sont riches et prospères; nous sommes pauvres et misérables. Mais pourquoi? Peut-être que notre façon de faire les choses n'est pas bonne... PEUT-ÊTRE... La première chose à faire est de changer nos mentalités sur leur modèle, et la deuxième, gérer notre société comme ils le font. Point à la ligne!

4 - Une caractéristique québécoise dont j'ai personnellement très honte lorsque le sujet surgit dans les conversations que j'ai avec les milieux d'affaires new-yorkais, est la propension décadente de l'étudiant moyen d'ici à préférer l'alcool aux travaux scolaires. Cette dégénérescence honteuse, je la

Suite Page 2

Gratuité scolaire



La TÉLUQ, Saku et encore
Page : 4 et 5

Burkina Faso



Mode : crème blanchissante
Page : 8

Rivières-des-Prairies



Un boisé en grave danger
Page : 10

Suite hausse des frais

porte tel un fardeau hideux, monstrueux, sur mon accent québécois. Ce gaspillage éhonté de temps et d'argent doit être stoppé au plus vite. C'est littéralement une maladie sociale, un cancer universitaire qui ronge l'avenir de notre élite politique et économique!

La hausse des frais vient, comme par magie, éradiquer la source du problème à la base: le surplus de capitaux entre les mains d'étudiants irresponsables.

5 - La hausse des frais de scolarité est aussi un moyen de libérer (enfin!) notre pauvre, pauvre, pitoyable classe moyenne, qui croule à elle seule sous le titanesque fardeau fiscal qu'on lui impose. C'est une fatalité malheureuse: les pauvres ne peuvent payer d'impôts, et guère de taxes; les riches et les entreprises bénéficient, comme il se doit, d'échappatoires fiscaux afin de préserver ces forces vives de la Croissance; reste donc la classe moyenne. Son sort a beau être inévitable, il est possible de la soulager un peu. Chargeons-nous donc du financement de nos propres études, de notre propre avenir, et laissons la classe moyenne souffler un peu.

6 - C'est le marché du travail qui nous attend à l'obtention de notre diplôme. C'est le but exclusif en vue duquel nous sommes formés: être les travailleurs, les producteurs de richesse de demain. C'est un grand rôle et un grand honneur qui nous incombe. Pour bien accomplir ce devoir suprême entre tous, il nous faudra être bien préparé au marché du travail; ce monde hostile de concurrence

féroce, dans lequel nous peinerons et nous réaliserons pleinement, si nous avons la force et la volonté de réussir. Or, notre éducation devrait nous préparer à affronter les vicissitudes du monde réel. Qu'en est-il réellement? On nous laisse croire que ça ira bien, qu'on aura de bons salaires aisément, on nous habitue à payer peu pour gagner beaucoup. Il me semble évident que ça ne tient pas debout! Où le monde va-t-il?

L'éducation, c'est aussi apprendre à vivre en société: on devrait apprendre avant tout que la vie, c'est dur, et qu'on sera toute notre vie contraint de gérer de manière responsable les contraintes, les souffrances inévitables du monde. En ce sens, la hausse des frais pourrait faire partie d'un plan plus vaste qui obligerait la population étudiante à oublier ses illusions et à se conformer à la réalité. Le travail pour les études, les études pour le travail. Voilà un juste équilibre.

7 - Sur un tout autre ordre d'idées, ayons une pensée pour l'UQÀM. Elle est criblée de dettes. Des incapables l'ont ruinée. Mais nous en avons besoin! Je suis prêt à parier que personne dans cette université n'est prêt à baisser les bras et à se retrouver à la rue, sans programme, sans salle de cours, sans école! Il est temps de mettre la main à la pâte, d'aller chacun et chacune se trouver un nouvel, un deuxième, un troisième emploi pour ensuite rassembler ce capital et renflouer les caisses de l'UQÀM! Quel beau projet pour notre génération: réparer les erreurs de



dirigeants irresponsables, avec un bel esprit de sacrifice pour notre institution bien-aimée!

Faisons-le, mes amis, quitte à compromettre notre session et la poursuite de nos études: le risque en vaut la chandelle. C'est une question de justice et d'équité. On n'a pas le droit de laisser tomber notre université. C'est notre avenir qui est en jeu.

Union libre

Un nom, une adresse, une équipe

Qui, d'un bras de fer, dirige un journal universitaire

Qui fonctionne de façon collégiale et

Qui accorde une importance secondaire

Aux réflexions primaires

Rassasiez-vous à même le sein maternel de cet

incroyable organe de presse

Joignez-vous à notre cheptel de contributeurs!



405 Rue Sainte-Catherine Est, suite JM760,
Montréal, (Québec) H2L 2C4
Tél.: (514) 987-3000 poste 2632
Site Internet : www.unionlibre.net

Fondé en 2004 par Simon Lavigne, Hans Heinrich & René Delvaux

Coordonnateurs : Antoine Rivard Déziel et Marc Lebel-Racine
Comité de Publication : François Ruel, Krystelle Larouche, Daphnée Hacker, Frédéric Pearson & Gabriel Légaré

Contributions : Philippe Lapointe, Krystelle Larouche, Julie Depelteau, Daphnée Hacker, Frédéric Pearson, Benjamin Groulx, Gabriel Légaré, Antoine Rivard-Déziel, Marc Lebel-Racine, Julie Depelteau, Normand Lalonde

Photos : Normand Lalonde, Wikipedia commons, Antoine Rivard-Déziel, Alexa Tymocko, Eva Pilon,

Montage & Infographie : Antoine Rivard-Déziel

Correction : Comité de publication

Circulation : 1500 copies Impression : Payette et Sims

Suite Crise au Myanmar

de bonzes, incarnant la sagesse et la spiritualité d'un pays profondément croyant, où 89% de la population est bouddhiste. Engagés dans leur communauté, ils partagent le quotidien du peuple, connaissent ses privations et restent insensibles aux tentatives de corruption menées par la junte à leur égard. L'entrée en scène massive des bonzes prend le relais des opposants traditionnels, soit les partisans de la Ligue nationale pour la démocratie (NLD), dirigée par Aung San Suu Kyi. Véritable figure de proue de ce mouvement, la "Dame de Rangoun" a gagné les élections de 1990 organisées par les militaires, qui, invraisemblablement, croyaient bien l'emporter. Mais le NLD a raflé 80% des sièges et la junte a, dès le lendemain, annulé les élections et lancé une répression qui dure depuis dix-sept ans. En 1991, Daw Aung San Suu Kyi a reçu le Prix Nobel de la paix (Daw signifiant "dame respectable" en birman). Maintenant âgée de 62 ans, elle est assignée à résidence et a été privée de liberté pendant la majeure partie

« La police a tiré en l'air et chargé quelque 700 moines et étudiants, les frappant indistinctement à coups de matraque et faisant usage de gaz lacrymogènes. »

des 18 dernières années. La force symbolique de cette icône vivante de la lutte pour les libertés, conjuguée à l'autorité religieuse des bonzes, donne à l'opposition une résonance médiatique qui fait craindre les généraux birmans. Le mouvement écrasé sous les bottes des généraux. La junte peut-elle se permettre d'écraser la rébellion comme elle le fit en 1988, au prix de milliers de morts? Il est à craindre que les dirigeants, qui sont d'ailleurs toujours les mêmes, ne connaissent pas d'autre mode de fonctionnement. Au début de la semaine du 24 septembre, des responsables pro-gouvernementaux ont sillonné les rues de nombreuses villes, criant dans leur mégaphone : "Trois ans de prison pour avoir regardé les manifestations, dix ans pour y avoir pris part", rapporte *Le Figaro*. Un couvre-feu a également été décrété pour Rangoun et Mandalay qui sera en vigueur durant 60 jours, de 22 heures à 4 heures, faisant de ces deux villes principales des zones d'accès restreint.

Passant du silence à l'intimidation, puis à la répression, la junte a procédé, dès le mercredi 26 septembre, à des centaines d'arrestations. La police a tiré en l'air et chargé quelque 700 moines et étudiants, les frappant indistinctement à coups de matraque et faisant usage de gaz lacrymogènes. Malgré l'imposant appareil sécuritaire du régime, plus de 100 000 personnes, emmenées par les moines, sont descendues dans les

rues de Rangoun jeudi. Drôle de coïncidence. Après deux jours de violences, la principale liaison Internet a brutalement cessé de fonctionner vendredi, officiellement à cause d'un câble sous-marin endommagé. Mais, selon une source du quotidien *Le Devoir*, la coupure aurait été ordonnée par le pouvoir qui cherche à empêcher la diffusion d'informations sur la répression en cours. Signe de victoire de la dictature, lundi, aucune manifestation n'était visible dans les métropoles birmanes. Un collaborateur d'*Union Libre*, qui pour des raisons de sécurité préfère garder l'anonymat, affirme que "les militaires ont un contrôle très serré de Rangoun. De plus, les moines qui furent à la tête du mouvement ont disparu". Ainsi, de multiples groupes de défense humanitaire au Myanmar ont jugé que le bilan officiel de 10 morts, proclamé par les autorités birmanes, est clairement sous-estimé. La Voix démocratique de la Birmanie, une station de radio birmane qui émet depuis Oslo, en Norvège, affirme que le bilan serait en réalité de plus de 100 morts et estime à 6 000 le nombre de manifestants incluant 1 400 moines- détenus dans des prisons improvisées telles que des universités et d'anciennes manufactures. Enfin, le journal anglais *The Daily Mail* rapporte le témoignage d'un certain U Hla Win, général birman ayant déserté. Celui-ci affirme que le nombre de morts atteint plus d'un millier. Il explique avoir décidé de fuir après qu'on lui ait ordonné de massacrer les habitants de deux monastères entiers et de faire disparaître les corps dans la jungle. "Le nombre de morts et de disparitions ne sera sans doute jamais connu", explique notre collaborateur. "Même si 100 ou 500 cas sont répertoriés, comment savoir s'ils représentent 10% ou 50% des cas disparus? Extrapoler sur l'ensemble devient très difficile." Grâce à leurs manifestations pacifiques et à leur détermination, les bonzes ont insufflé une énergie nouvelle au fragile mouvement d'opposition. Mais la junte birmane a gagné la première manche et l'histoire risque fort de se répéter.

Un régime sourd aux appels internationaux

Mais qu'en est-il de la communauté internationale? Alors que les manifestations atteignaient leur paroxysme, une Assemblée générale de l'ONU avait lieu à New York. Dans un discours provocateur, George W. Bush a réservé un chapitre particulier au Myanmar. Il a annoncé un durcissement des sanctions américaines contre les dirigeants de la junte. La chancelière Allemande Angela Merkel et le premier ministre anglais Gordon Brown ont également menacé la junte de nouvelles sanctions. Malgré la fermeté du ton, il est difficile de dire ce que ces dé-



clarations vont bien pouvoir changer à la situation. "Les sanctions ont tendance à appauvrir le peuple et le rendre encore plus vulnérable", explique notre collaborateur. Il ajoute que "les sanctions ne semblent pas avoir été très efficaces pour amener un changement politique puisque les principaux partenaires économiques du Myanmar n'en imposent pas". De plus, le général Than Shwe a maintes fois prouvé que les règles du jeu international ne l'inquiétaient guère. Depuis que Pékin et Moscou ont utilisé leur droit de veto, en janvier 2007, pour bloquer un projet de résolution du Conseil de sécurité de l'ONU dénonçant le régime pour violation des droits humains, il se sent plus fort que jamais.

Le "levier" chinois

La Chine joue un rôle crucial dans la survie du régime birman, grâce à ses achats de gaz naturel, à ses ventes d'armes et à son droit de veto à l'ONU. C'est à Pékin et à ses investissements massifs au Myanmar que les militaires doivent de ne pas être étranglés par des années de sanctions de la part de l'Occident. Toutefois, dans leur face à face, les généraux et les opposants birmans ont mis la Chine devant un choix dont elle a horreur. D'un côté, soutenir par intérêt économique des régimes "voyous" tels le Soudan et la Corée du Nord. De l'autre, se montrer comme un "partenaire responsable" sur la scène internationale. Ce revirement montre ainsi qu'à l'approche des Jeux Olympiques, la

Chine cherche à ne pas déplaire à l'Occident. Ce "levier" chinois est donc un des derniers outils dont dispose le monde pour peser sur les généraux birmans et les convaincre de cesser leur répression et de libérer les prisonniers et détenus.

La démocratie : une garantie de paix?

"Au Myanmar, la junte militaire est excessivement oppressante et les militaires sont de très mauvais gestionnaires. Cette double réalité rend la situation intolérable pour la grande majorité des citoyens", explique encore le collaborateur d'*Union Libre*. Il faut toutefois faire attention car affirmer que la démocratie serait une garantie de paix et de prospérité serait malhonnête.

Comme l'histoire récente nous le prouve, des régimes stables et non-démocratiques ont sombré dans le chaos à l'avènement de la démocratie.

Notre collaborateur ajoute que "plusieurs analystes du Myanmar pensent que le pays pourrait tomber dans une guerre civile sans l'ennemi commun qui les réunit présentement [...]". Cyniquement, certains disent, est-ce que ça serait pire que maintenant? Comme l'affirme notre source, il y a des risques inhérents à toute démocratie. Malgré cela, il faudra encore bien des étapes avant que la junte militaire, rongée par la corruption, ne plie l'échine devant le peuple birman.

Au-delà de la gratuité scolaire

Benjamin Groulx, étudiant au bacc. en études internationales à l'Université de Montréal

En juin dernier, le gouvernement Charest communiquait à la population sa décision de piger, au cours des cinq prochaines années, 95 M de dollars supplémentaires dans les poches des étudiant-e-s afin de pallier partiellement au sous-financement structurel chronique dont souffre depuis plus de dix ans le système d'instruction postsecondaire québécois. Face à ce nouvel assaut néolibéral, susceptible de réduire considérablement l'accessibilité aux études supérieures, les associations étudiantes les plus combatives et progressistes, regroupées autour de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSÉ), n'ont pas tardé à appeler le mouvement étudiant à déclencher une nouvelle grève générale. À l'heure où, partout au Québec, la mobilisation commence à s'organiser sur les campus, il me semble essentiel d'attirer l'attention de mes camarades sur deux aspects déterminants de la lutte à venir : d'une part la nature des revendications que nous porterons sur la place publique, face aux médias et au gouvernement ; d'autre part les projets alternatifs et la vision du monde que nous proposerons à la population.

Nos revendications

Passons rapidement sur les revendications que mettront de l'avant les dirigeants technocrates des fédérations étudiantes universitaires et collégiales : encore une fois, ceux-ci risquent fort de se concentrer au mieux sur le retour du statut quo ante (un pseudo gel truffé de frais afférents), au pire sur l'obtention d'une énième entente à rabais (précaire et provisoire, négociée en catimini avec le gouvernement). Attardons-nous plutôt à identifier les priorités que nous, partisans d'un syndicalisme de lutte participatif et démocratique, souhaitons établir dans notre combat en faveur de l'accessibilité au savoir.

Au cours des derniers mois, l'ASSÉ a travaillé d'arrache-pied pour tenter de développer et diffuser un contre-discours essentiellement centré sur l'opportunité d'abolir tous les droits de scolarité et tous les frais afférents pour garantir la gratuité scolaire à tous les niveaux. Dans un contexte où économistes, éditorialistes, politiciens, patrons et recteurs unissent leur voix pour chanter les vertus d'un dégel des frais sur toutes les tribunes, le martèlement de cette revendication s'avère tout à fait légitime. Cependant, dans la mesure où cette stratégie éclipse d'autres revendications autrement plus prioritaires, le mouvement de grève risque d'obtenir peu d'appuis

et de demeurer plutôt embryonnaire. Pour éviter ce scénario et rallier à notre cause l'ensemble des étudiant-e-s et de la population, nous ne devons pas nous leurrer : la lutte contre l'endettement étudiant et pour l'accessibilité à un savoir de qualité ne passe pas seulement par l'instauration de la gratuité scolaire. Elle passe d'abord et avant tout par un régime de bourses adéquatement financé. En effet, les frais de scolarité et autres frais afférents, malgré leur croissance exponentielle, ne représentent pas, à l'heure actuelle, le principal obstacle à l'accessibilité aux études.

Bien que non négligeables, ceux-ci ne constituent pas encore, en eux-mêmes, la principale source d'endettement des étudiants les plus pauvres, soit les bénéficiaires du système d'aide financière qui ne sont pas soutenus financièrement par leurs parents, qui doivent assumer un loyer ou qui ont des enfants à charge. Pour ces étudiants désavantagés économiquement, qui peinent à joindre les deux bouts, ce sont plutôt les coûts cumulés du loyer, de l'épicerie, des titres de transport, de la garderie et des soins de santé non couverts par l'assurance-maladie qui posent problème. En fait, dans la plupart des cas, la part du budget consacré à la consommation de ces biens et services dépasse largement celle qui est dédiée à payer les frais de scolarité. Ainsi, au-delà de la gratuité scolaire (dont l'instauration, il est vrai, pourrait quand même permettre aux étudiants vulnérables de souffler un peu), c'est surtout le régime déficient d'Aide financière aux études qu'il convient de revoir et de bonifier massivement et de toute urgence. En effet, comme le Comité Consultatif sur l'Accessibilité Financière aux Études (CCAFE) le faisait récemment remarquer à la ministre Courchesne, entre 1994 et 1999, et depuis 2003, l'Aide financière aux études n'a pas été indexée au coût de la vie.

Pis encore, on ignore toujours ce qui attend les bourses des bénéficiaires de l'aide financière lorsqu'en 2008-2009, la Fondation des Bourses du Millénaire mettra fin aux versements qui, en vertu de l'entente conclue entre les fédérations étudiantes et le gouvernement en 2005, pallient provisoirement au sous-financement provincial en matière d'éducation. Dans ce contexte, il ne fait donc aucun doute que pour demeurer crédible, notre mouvement devrait d'abord et avant tout s'employer à réclamer des bourses plus accessibles et plus importantes pour soutenir solidairement et à long terme les plus vulnérables d'entre nous.

Par ailleurs, pour régler à la source les problèmes d'accessibilité aux



Antoine Rivard-Dézuel

études postsecondaires, nos associations devraient aussi évaluer l'opportunité de réclamer à leur tour davantage d'investissements dans le réseau primaire et secondaire d'écoles afin d'augmenter le soutien aux élèves en difficulté, d'améliorer l'aide aux devoirs et de contrer le décrochage scolaire dans les milieux moins favorisés. En outre, pour alléger la pression sur le budget des étudiant-e-s au statut économique précaire et réduire leur dépendance et leur vulnérabilité face aux décisions arbitraires des marchés et de l'État, nous devrions sérieusement envisager l'établissement de coopératives autogérées d'habitation ou d'alimentation à prix modiques près des campus et soutenir systématiquement les initiatives populaires en faveur de la construction de nouveaux logements sociaux.

Projets alternatifs et vision du monde

Aussi, face aux pressions toujours croissantes qu'exerce le marché pour limiter ou influencer nos apprentissages (publicités et ententes d'exclusivité avec les institutions en échange de financement, pressions en faveur de la recherche appliquée, commandites de locaux de classe, financement de chaire de recherche ou de programmes par l'entreprise privée, hyperspécialisation de la main d'oeuvre qualifiée, etc.) il est primordial que nous résistions et que nous affirmions haut et fort notre désir de vivre une éducation critique, polyvalente, humaniste et écologiste.

Quel intérêt présentent des études postsecondaires, même pleinement accessibles, si au bout du compte celles-ci ne permettent que la reproduction et la cristallisation des hiérarchies, de l'autoritarisme, des rapports d'exploitation, des situations de violence, des pratiques, des valeurs et des discours dominants ? Quel est le sens d'une démocratisation des savoirs qui, loin de mener nos communautés à un mieux-être collectif, entraîne une accumulation toujours plus indécente de capital,

aux conséquences écosystémiques et sociales dévastatrices ?

Pour éviter de sombrer dans l'absurde, notre mouvement de grève en faveur d'une plus grande accessibilité au savoir doit donc non seulement se montrer solidaire des autres mouvements sociaux, qu'ils soient communautaires, écologistes ou syndicaux, mais également remettre en question l'ensemble du système économique duquel nous et nos institutions d'enseignement sommes complices. Nous ne devrions jamais cesser de questionner publiquement la légitimité du cadre d'existence que nous nous sommes imposés au fil de l'Histoire : c'est la seule façon d'apprendre de nos erreurs et de progresser. Évidemment, le fait de concentrer les ressources et le potentiel mobilisateur de nos associations étudiantes pour obtenir une amélioration des programmes de bourses et une réduction à la source de l'endettement ne doit pas nous empêcher de réclamer parallèlement la gratuité scolaire à tous les niveaux ou d'inscrire nos revendications dans une lutte globale en faveur de rapports sociaux plus respectueux de la dignité humaine et des écosystèmes. Il est même hautement souhaitable que nous le fassions. Non seulement notre lutte reflètera-t-elle alors notre désir de faciliter la diffusion et l'échange de savoirs démarchandisés mais de plus, elle soulignera avec fermeté notre engagement en faveur d'un monde libre, critique, solidaire et authentiquement durable et démocratique.

Toutefois, face à la confrontation qui se dessine, il faut aussi établir nos priorités. Rester vigilant-e-s, autocritiques et éveillé-e-s. Les enjeux sont trop importants pour qu'un idéal aussi noble que celui de la gratuité scolaire nous fasse perdre de vue les conditions de vie réelles et les besoins les plus pressants des plus démunis-e-s d'entre nous, ceux et celles qui ont tout à gagner d'une grève étudiante large, prolongée, combative et audacieuse à l'automne 2007.

La TÉLUQ pour la gratuité et l'accessibilité aux études... à l'international

Philippe Lapointe
Étudiant en science politique

À tous les vents, les étudiants clament que l'éducation est un bien commun qui devrait être accessible et gratuit à tous. Loin d'être convaincu de l'efficacité des institutions pour défendre ce bien commun, ces mêmes étudiants réclament plus. Or, en ce moment, bonne nouvelle! Notre chère institution, l'UQ travaille directement à rendre l'éducation accessible et gratuite pour tous. Seulement, à une autre échelle.

En effet, la Télé-université du Québec, la TÉLUQ, travaille actuellement à rendre accessibles ses ressources pédagogiques gratuitement à la communauté internationale francophone. Par le biais du web, la TÉLUQ regroupe les ressources pédagogiques existantes au Canada et dans le monde, pour les fournir dans une perspective de droit d'auteur libre à tous les étudiants du monde.

TÉLUQ L'université à distance de l'UQÀM

Qu'est-ce qu'une ressource pédagogique? Dès qu'un professeur, un ministère ou un pédagogue produit un document ou un outil d'apprentissage qui puisse être utilisé par un étudiant, on appelle ça une ressource pédagogique. C'est un livre, une présentation PowerPoint, une vidéo, un logiciel, des notes de cours, des ressources audio, etc. Au niveau primaire et secondaire, ces ressources sont facilement accessi-

bles, puisqu'elles sont construites par les ministères de l'éducation.

Pour ce qui est des études post-secondaire, le contact plus privilégié et socratique entre l'étudiant et le professeur et aussi la liberté du professeur sur son contenu font en sorte que l'accumulation de ressources est plus personnalisée. N'empêche, l'UQ a fondé sous la direction de Gilles Gauthier, professeur en informatique à l'UQAM, un réseau qui permet d'accumuler et de généraliser ces ressources pour utilisation ultérieures. Ce réseau se nomme Ressource enseignement et apprentissage de l'Université du Québec (REAUQ). Lorsque ces ressources sont mises dans des répertoires web et offertes gratuitement à d'autres communautés, elles peuvent être modifiées et adaptées aux autres milieux. Un cours de mathématique en français produit au Québec qui comporte des exercices se basant à Montréal où l'étudiant doit calculer la quantité de bus scolaires peut être converti en un exercice se basant au Mali à Bamako. La seule contrainte que reçoit le bénéficiaire est de mentionner que la ressource a été faite dans une autre communauté, telle que le Québec.

Quel est l'avantage pour un créateur de ressource? Lorsque qu'une ressource est mise à la disposition du réseau international, celui qui offre une ressource peut aussi avoir accès aux milliers d'autres ressources déjà existantes. Ainsi l'on donne autant que l'on reçoit. Cela permet d'être efficace et accessible et de ne pas toujours réinventer la roue. Chaque jour, de nouvelles ressources sont ajoutées et ce sans jamais y avoir de transaction pour vendre. Le ministère de l'éducation, des loisirs et du sport (MELS) a investi plusieurs millions de dollars pour rendre accessible l'ensemble de



ses ressources et pour diffuser ce genre d'échange.

Au total, la francophonie canadienne a réuni plus de 26 000 ressources, elles se joignent aux 100 000 ressources de la France et aux 60 000 ressources d'European School Net (Belgique) qui regroupe la communauté européenne. Au niveau international, la TÉLUQ fait partie d'un organisme pan-canadien qui s'appelle LORNET et qui se joint à NIME (Japon), EDNA (Australie), ARIADNE (Belgique) et MELOT (États-Unis) pour former un grand consortium d'échange de ressources du nom de Global Learning Objects Brokering Exchange (GLOBE). Il n'y a pas beaucoup de pays du Tiers-Monde qui ont leur propre réseau. Cependant, leur participation est croissante. Plusieurs événements ont contribué à l'essor de ce mouvement. En partie, au Massachussets Institute of Technology, aux États-Unis qui a décidé d'offrir toutes ses ressources gratuitement sur internet. D'autre part, l'essor du logiciel libre et du droit d'auteur libre, où la propriété intellectuelle n'est plus une signifi-

cation de marchandisation du savoir, mais plutôt de respect du tra-

vail. Avec les droits d'auteur libre et du logiciel libre, un créateur ne fait qu'exiger que son travail soit toujours référé à son nom, sans pour autant demander un achat des droits d'utilisation et en laissant le droit aux utilisateur de changer le contenu, en autant que l'on continue à faire mention de l'origine.

Comme dit Albert Jacquard, on ne devrait pas se priver de donner ce que l'on ne perd pas. Un sourire, une éducation ou du respect sont toutes des choses qui ne nous sont pas retirées lorsque données à autrui. L'accessibilité universelle et gratuite au savoir est donc en marche. Les étudiants peuvent ainsi se réconcilier en partie avec leurs institutions, la marchandisation du savoir vient de perdre une bataille : le web ne sera pas un futur marché, mais restera plutôt une grande académie gratuite.

Vivre selon ses principes

Marc Lebel-Racine
Étudiant au BCPS

Décidément, Saku Koivu sait se faire aimer par son public. Après avoir appris à baragouiner dans la langue française, voilà qu'il a enfilé l'aiguille de l'éducation publique universelle et du même coup, fustigé l'intrusion du privé dans le champ de l'éducation. En entrevue au redoutable Journal de Montréal, le capitaine du Tricolore a presque tenu des propos en faveur de la gratuité scolaire lorsqu'il

partageait quelques tranches de vie passées dans le système d'éducation finlandais, un modèle à suivre selon le hockeysteur professionnel. À quand une sortie publique de Cristobal pour éclabousser Naya qui pollue et pullule partout à l'UQÀM? Assisterons-nous à un "pétage" de plomb de Mathieu Dandenault sur les atroces pancartes publicitaires récemment installées au centre sportif? Devant tant d'attaques sournoises envers une université soi-disant populaire, nous aurons besoin de beaucoup plus que d'incitations à la résistance intellectuelle.



Vers un nouveau parti?

Antoine Rivard
Baccalauréat en CPS

Concernant l'indépendance du Québec, Pierre Bourgault a déjà déclaré : "nous, on ne parlera pas de la faire, on va la faire". Plus de quarante ans après cette déclaration, une nouvelle formation politique, le Parti Indépendantiste (PI), abonde dans le même sens. Leur objectif : réaliser l'indépendance sans la tenue d'un troisième référendum.

Toujours en attente d'une réponse du directeur général d'élection Québec, afin d'obtenir le statut de parti officiel, le Parti Indépendantiste entend présenter, dès le prochain rendez-vous électoral, 125 candidats. Si elle obtient la majorité en chambre, la nouvelle formation politique ne promet rien de moins qu'une déclaration d'indépendance à l'Assemblée nationale, l'adoption d'une Constitution d'État indépendant provisoire et finalement la mise en marche d'une Assemblée constituante dans le but d'élaborer un projet de Constitution. Ambitieux est ce parti!

Agacé par le laxisme attentisme péquiste sur la question nationale, Richard Gervais et Éric Tremblay ont lancé l'idée, plus tôt cet été, de fonder un parti qui présenterait l'indépendance du Québec comme une urgence nationale. Constatant un appui favorable à cette idée chez une partie de la population, ces derniers ont senti la nécessité de s'organiser et d'aller au front.

Respectivement Docteur en philosophie et étudiant à la maîtrise en management public, Richard Gervais et Éric Tremblay, porte-parole du PI, s'engagent ainsi à soumettre aux citoyens du Québec une proposition claire, précise et transparente. Des mots auxquels les politiciens ne s'identifient pas en grand nombre par les temps qui courent. À ce propos, Gervais accuse le Parti Québécois de transformer l'idée de l'indépendance en appât électoraliste afin de limiter les conséquences de leur débâcle : " nous, on a décidé que c'était fini de jouer au dindon de la farce, on veut offrir aux Québécois le choix électoral de l'indépendance, pas renvoyer ça à un référendum fumeux et à la semaine des quatre jeudis comme Madame Marois ", indique Richard Gervais. Nul doute, la langue de bois n'a toujours pas infiltré le discours de ce parti. Au plan politique, les indépendantistes n'entendent pas se cacher de leur vertu nationaliste. Outre le fait que proclamer l'indépendance à la suite de leur victoire électorale peut paraître radical, le Parti indépendantiste vise un renforcement de la loi 101 en rendant le cégep français obligatoire pour tous, ce qui sous-entend l'abolition des cégeps anglais actuels. Le parti considère aussi la construction du CHU de McGill comme étant un scandale national



Antoine Rivard-Dézuel

et par le fait même, réclame l'interruption du projet. Par ailleurs, le PI propose le contrôle de la propriété des grands médias, la nationalisation de l'éolien et de l'eau, l'augmentation du financement des réseaux français collégiaux et universitaires, l'amélioration des cours de français du primaire, une équipe de hockey québécoise aux jeux d'hiver de 2010 et j'en passe.

Bref, le Parti indépendantiste, quoique plus radical dans ses positions, joue quelque peu la carte de Mario Dumont, c'est-à-dire proposer des solutions simples, concrètes, claires et précises pour des problèmes abstraits, complexes et larges. Un jeu qui a récemment souri à plusieurs hommes politiques, notamment Nicolas Sarkozy, Stephen Harper et sans oublier, super Mario. Preuve comme quoi la vision cynique du politique tend tranquillement à s'effriter au profit du " terre-à-terre " et du populisme qui, malheureusement, ouvre trop facilement la porte à la démagogie. Le moins que l'on puisse dire, c'est que le Parti indépendantiste a bien choisi son camp pour exciter les passions populaires.

Un président bien accueilli

Gabriel Légaré
Étudiant au BRIDI

Quatre jours avant la venue du président de l'Iran, Mahmoud Ahmadinejad, prévue le 24 septembre, à New-York, le Daily News, un quotidien réputé pour ce genre de débilités, invite gracieusement le M. le président d'Iran à aller faire un tour en enfer. Non mais, il faut comprendre: à ce moment, il pensait avoir le droit de faire un discours devant Ground Zero, le site mémorial alias chantier des attentats du 11 septembre. Un tel outrage mérite assurément la damnation éternelle.

La page couverture fut photocopiée, agrandie, et utilisée dans des manifestations qui dénonçaient la venue en sol américain de ce "monstre", de cette "reproduction d'Hitler", et dans bien des éditoriaux, de cet "ennemi".

Le 24 septembre, jour H (pour Haine): le président de l'Iran débarque en sol américain, et avant même qu'il pose un pied à terre, le même journal titre, dans un format assez semblable à la présente couverture: "Evil has landed". (Soit: Le Mal est arrivé) Il n'est pas le seul: AM New-York titre "Bad man on campus" (Mauvais homme sur le campus), le New-York Post appelle le même homme "Madman Iran prez" (Homme dément, président de l'Iran). Les autres journaux sont plus réservés, mais les éditoriaux et les columnists s'en donnent à coeur joie. On s'indigne qu'un tel

hurluberlu puisse mettre pied sur le sol états-unien. On ne prend à peu près pas en considération qu'il le faut bien, puisque le siège de l'ONU est à New-York et que c'est là la principale raison du déplacement d'Ahmadinejad. Mais qu'importe! Le président n'a pas semblé touché par cette haine qui déferlait sur sa personne. Il a donné, comme prévu, une conférence à l'Université Columbia, où l'accueil du président, Lee Bollinger, a été parfaitement hostile: "M. le président, vous montrez tous les signes d'un dictateur mesquin et cruel". Ce à quoi le mesquin et cruel personnage a répondu de manière très posée. Son discours a été du reste un geste de pures relations publiques. De la diplomatie publicitaire, en quelque sorte. Mais là n'est pas le point. Les raisons de toute cette effervescence agressive sont assez évidentes: rayer Israël de la carte, se doter d'infrastructures nucléaires indépendantes de l'Occident, mettre à mort des hommes pour "crime homosexuel", nier l'ampleur de l'Holocauste, tout ça a de quoi soulever l'ire de bien des gens.

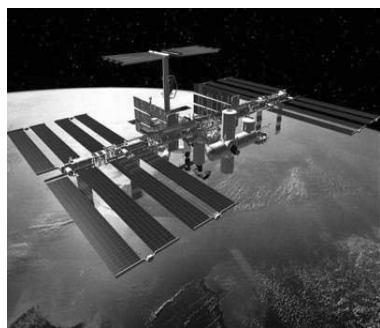
À l'inverse, ces mêmes enjeux, souvent vus de l'autre côté de leur médaille, sont un outil pour Ahmadinejad de gagner de la popularité en Iran et dans le monde arabe. Défendre les Palestiniens, développer une autonomie nucléaire et énergétique, purifier la société en appliquant les lois coraniques, dénoncer la justification par l'Holocauste de l'attitude belliqueuse d'Israël,



sont des positions plus positives, surtout en Iran, où cela fait de l'homme un personnage extrême.

Mais le jeu joué, de part et d'autre, est dangereux. Autant les médias que M. le Président iranien en sont responsables. La conséquence en est la montée des antagonismes, des haines, des craintes, des désirs de vengeance ou de ce qui est perçu comme de la justice, entre États-Uniens et Musulmans/Arabes/Iraniens.

Exploration spatiale : plus qu'un enjeu scientifique



Frédéric Pearson
Étudiant au BCPS

Le 4 octobre 1957, le monde entier suivait avec intérêt les premiers pas de l'exploration spatiale. Les Soviétiques lançaient le bal avec le satellite Spoutnik 1. Cinquante ans plus tard, la conquête de l'espace suscite toujours la fascination. L'exploration spatiale est non seulement une formidable entreprise scientifique, mais elle se pose également en termes d'enjeux politiques.

L'espace au privé?

Plusieurs observateurs croyaient que la fin de la confrontation Est-Ouest favoriserait une approche concertée de l'exploration spatiale. Cependant, il y a eu une multiplication des acteurs depuis l'effondrement de l'URSS en 1991. Présentement, une trentaine de pays ont leur propre agence nationale en plus du secteur privé qui s'est récemment lancé dans le tourisme spatial. Dans les années 1990, le projet de Station spatiale internationale (SSI) entretenait de grands espoirs de coopération entre nations. Les participants partagent l'effort technique en plus de se répartir les coûts. Le scénario d'une collaboration plus serrée dans les années à venir allait bon train. Une dizaine d'années plus tard, force est de constater qu'une telle coopération resterait limitée aux projets les plus imposants, comme la SSI.

Il y a un nouvel engouement pour l'exploration spatiale et plusieurs indices laissent croire que cette relance doit se faire sur de nouvelles bases juridiques. Le traité de 1967 stipule que les activités non-gouvernementales doivent obtenir l'autorisation de leur État et être surveillées par celles-ci. L'arrivée en force du secteur privé rend malaisée sa surveillance dans un contexte de laisser-faire politique et économique. Aussi, la prolifération des acteurs (secteur privé, Chine, Brésil, etc.) aug-

mente le risque qu'il y ait un détournement des technologies ou des objectifs à des fins politiques ou militaires. Une simple avance technologique ne permet plus aux grandes puissances d'affirmer un leadership et une capacité de mobilisation aussi forte que pendant la Guerre froide. Tous veulent être capables d'améliorer leur système de communication, de mettre leurs propres satellites en orbite et ce, sans passer par un intermédiaire. De façon générale, l'exploration spatiale est une entreprise où les nations se font concurrence. Dans le projet de la SSI, le désir de se répartir les coûts était cependant le plus fort.

D'autre part, les tentatives de militarisation de l'espace de la part de certains États exacerbent les tensions. La mise en place du bouclier antimissile américain remettrait en question le principe d'utilisation de l'espace à des fins non-militaires. Si les leaders de l'exploration spatiale s'entêtent à aller de l'avant dans cette entreprise, il sera difficile de convaincre les autres nations de respecter le traité de 1967.

Dans celui-ci, les éléments interdisant la privatisation et la militarisation sont centraux. Le bouclier antimissile et l'arrivée massive du secteur privé remettent doublement en cause le traité. Ces deux éléments forcent à revoir les bases juridiques entourant l'exploration spatiale.

Dans toute cette aventure, il y aura toujours un risque de détournement des technologies à des fins militaires ou encore de privatisation des ressources stellaires. L'humanité est encore à l'aube de la conquête de l'espace et les décisions politiques prises aujourd'hui auront un impact durable sur la suite des choses. Cependant, un élément est bien mis en évidence : l'exploration spatiale va assez peu dans le sens d'une plus grande coopération. Par contre, le désir de se répartir les coûts est un argument de taille en faveur de la coopération.

Les intellos raisonnables?



Krystelle Larouche
Étudiante au BCPS

Décidément, le débat sur les accommodements raisonnables, au sens populaire et non juridique du terme, n'a pas fini de faire couler de l'encre et d'assécher les langues. Dans le milieu universitaire, on se questionne déjà sur l'instauration de la Commission Bouchard-Taylor. Le 25 septembre dernier, une table ronde remettant en cause les perspectives paradoxales de l'instauration de la Commission Bouchard-Taylor était organisée par le Centre de recherche sur l'immigration, l'ethnicité et la citoyenneté (CRIEC) à l'UQÀM. Les invités? Des experts en sociologie, en sciences religieuses et en éducation, bien entendu. Laissez-moi vous rapporter quelques propos intellectuels sur ce débat qui se veut populaire...

En bref, tous les intervenants s'entendaient pour revendiquer la prise en considération de l'aspect socio-historique du Québec dans ce dossier. Louis Rousseau, professeur au département des sciences religieuses, soutient que le peuple québécois est né d'un contexte multiculturel et qu'il devrait davantage se le remémorer; les origines mêmes des " Québécois de souche " ne sont-elles pas partagées entre irlandaises, amérindiennes, françaises, etc.? Pour le sociologue Rachad Anthonius, le débat actuel fut mal enclenché puisqu'il s'articule autour d'une victimisation qu'il qualifie d'historique: " les Canadiens français ont toujours eu un sentiment d'envahissement. " Si ce sentiment est si historique, pourquoi une telle crise n'est-elle pas apparue avant ?

Rousseau, prêchant pour sa paroisse, considère que de plus en plus, le mot " religion " s'est ancré comme un " marqueur dans le vocabulaire de l'anxiété ". Réduit maintenant à l'intime, " la religion a pourtant des portées d'humanisme, de valeurs universelles et d'orientations morales ", soutient ce dernier. Chose certaine, la dualité Québec-Canada marque un facteur important des paradoxes apparents dans l'intégration des immigrants. La sociologue Micheline Labelle remarque qu'une différence flagrante sépare les modèles d'intégration de la province et du pays, ne conférant ainsi aucune assise soci-

ologique aux nouveaux arrivants. Pierre Toussaint, issu du domaine de l'éducation et de la pédagogie, affirme quant à lui que les deux chartes officielles transpirent des valeurs d'ordre collectif d'un côté, et individuel de l'autre ; rien pour faciliter l'insertion sociale des immigrants.

Un autre reproche mis de l'avant par Labelle est de penser les rapports entre minorités et majorités exclusivement par la religion, alors que plusieurs variables entrent en jeu dans la discrimination. N'est-ce pas justement le facteur récurrent dans toute cette histoire, la religion? Pour la sociologue, une telle crise s'inscrit dans un contexte social d'une libéralisation transformée par le 11 septembre 2001. Le présent malaise serait le résultat de " transformations sociales accélérées ", renchérit-elle. Les écoles ethno-religieuses (lesquelles j'avais pour ma part totalement oubliées), subventionnées par l'État circonscrivent aussi un arrêt à considérer, selon Toussaint. Ces dispositifs n'encouragent guère l'intégration à la société québécoise: " Le petit juif qui va à son école juive devra tôt ou tard travailler avec le petit latino, mais le connaîtra-t-il? "

Rachad Anthonius remarque que la plupart du temps, un seul " non " suffit à mettre fin aux dérapages d'accommodements raisonnables. De plus, " les médias perpétuent le sentiment de crise et utilise mal leur temps d'antenne ", accuse le sociologue. Pour lui, le poids des mots, souvent sous-estimé, peut entraîner un climat hostile.

Disons-le, ce n'est pas ce monde universitaire qui a conduit le débat des accommodements raisonnables dans l'espace public. Il est facile de blâmer les codirecteurs de ne pas considérer certains aspects de la problématique, mais rappelons qu'il s'agit là d'un débat populaire et que la tâche est colossale. Les consultations publiques, parfait exemple de la démocratie, doivent être bondées pour que le rapport final comprenne le phénomène; elles ne doivent pas effrayer l'auditoire par des contorsions intellectuelles sur mille et un concepts.

Le féminisme post-moderne contre la crème

Julie Depelteau

Étudiante en science politique / mineure en études féministes

Au pays des hommes intègres, le Burkina Faso, j'ai fait la découverte d'une démonstration de l'emprise de l'idéologie patriarcale sur les femmes. Là-bas, mais aussi partout ailleurs dans le monde, des femmes y utilisent une crème à base d'hydroquinone, qui "blanchit" leur peau, pour les rendre plus "belles".

Bref, les femmes utilisent des crèmes plus ou moins puissantes, qui neutralisent le processus de production de mélanine de la peau. L'effet est temporaire (il faut réappliquer la crème pour éviter la "recoloration" de la peau), mais il permet alors aux utilisatrices de correspondre davantage à l'idéal normatif de beauté féminine.

Mais à qui profite le crime, ou plutôt, pourquoi veut-on être belle? Les femmes que j'ai vues appliquer sur leur peau ces produits achetés au marché local avaient une réponse très simple, identique à celle fournie par celles qui se maquillent, s'épilent, se coiffent, chaussent des talons hauts : pour être belles. Pour se sortir du raisonnement circulaire, elles ajoutent que quand on est belle, on est bien dans sa peau, on se sent plus intelligente, on sent qu'on a plus de pouvoir. Donc on veut être belle pour se voir accorder plus de valeur, pratiquement au sens d'une marchandise. Dans *Race, Gender and the Politics of Skin Tone*, Margaret L. Hunter apporte une réponse intéressante : en modelant leur corps pour s'approcher de l'idéal normatif de beauté féminine, conçu dans un cadre patriarcal et occidentalocentriste, les femmes de "couleur" gagnent davantage de capital social, au sens que Bourdieu accordait à ce concept. Elles utilisent la valeur qui leur est accordée en fonction de leur beauté pour obtenir d'autres pouvoirs et privilèges.

Également, selon Hunter, le capital social revêt une importance particulière pour les femmes, dans la perspective hétérocentriste où leur avenir est lié à leur capacité à se trouver un partenaire de vie pour assurer leur subsistance. Puisque dans le cadre d'une société sexiste, raciste et hétérosexiste il est difficile pour les femmes, encore plus si elles ne sont pas "blanches", de se trouver un emploi, elles doivent compter sur un membre du "sexe fort" pour assurer leur subsistance. Bref, à défaut de faire partie du groupe ayant le plus de pouvoirs et de privilèges, on n'a qu'à être belle pour peut-être gagner la faveur des membres de ce groupe et voir rejaillir sur soi une part de ces pouvoirs et privilèges. Ceci expliquerait pourquoi l'empire commercial de la beauté se soit plus développé du côté féminin que masculin.

Dans une société raciste et sexiste, les critères de beauté sont racistes et sexistes. Ils limitent et contrôlent les représentations possibles des corps en fonction du genre qui leur est associé (ici spécifiquement le genre féminin). Dans un tel contexte, ne peut pas aspirer à la beauté qui le désire. Les critères de beauté sont déjà déterminés et servent déjà à discriminer qui se verra accorder plus de valeur, plus de privilèges. Cela signifie que pour être belle, il faut modifier son corps par divers moyens, allant du port du mascara à la modification de la "couleur" de sa peau. Que pour s'approcher le plus possible de l'idéal de la femme "blanche", mince et pulpeuse, les femmes doivent transformer leur corps par des atours, par l'apprentissage de postures, par des interventions chirurgicales, etc. Alors que les agences de propagande du marché de la beauté prétendent désormais célébrer la beauté ethnique, en créant des fonds de teint pour les peaux "colorées", des femmes continuent d'entendre le message inverse : pour être belle il faut changer la "couleur" de sa peau.

Ce qui est dramatique ici, ce ne sont pas les effets secondaires de ces crèmes, comme l'irritation et l'amincissement de la peau (qui sont somme toute assez minimes puisque les crèmes bon marché sont relativement peu efficaces). C'est plutôt l'auto-répression dont les femmes sont les auteures et les victimes. Surtout si l'on considère qu'elles tentent de conformer leur corps à un idéal jamais accessible : que l'expérience est vouée à l'échec. Et que, plutôt que de questionner les critères de beauté, le sexisme et le racisme dont ils suintent, elles répondent parfaitement à la logique de ces critères en s'autodiscriminant : c'est-à-dire en se trouvant laides.

Pour ébrécher le carcan des critères de beauté, la solution réside-t-elle dans la création de plusieurs idéaux normatifs de beauté? C'était, somme toute, la réponse proposée par le mouvement Black is Beautiful, pendant féminin du mouvement Black Power (là où il n'y a pas de pouvoir on cherche la beauté...). Ce qui était véhiculé conjointement par ces deux mouvements, c'était la fierté des gens qualifiés de "noirEs". C'était l'époque où, en marge du concours Miss America, on a vu apparaître le concours Miss Black



Alexa Tymocko

America, qui célébrait la beauté (et l'intelligence...) des femmes "noires" des États-Unis.

Ce qui est troublant lorsqu'on observe les images de ces concours c'est que les femmes qui défilent sont effectivement "noires" mais qu'elles ont des traits morphologiques de "blanches" : le nez fin, les lèvres minces. Comme si l'imaginaire collectif était incapable de se défaire de l'idéal normatif de beauté féminine créé pour accorder plus de capital social aux femmes "blanches" qu'aux "noires". Premier échec donc de la réponse du mouvement Black is Beautiful. Le second échec, c'est qu'au final, lui aussi perpétue le discours raciste en utilisant les catégories de race.

La réaffirmation positive faite par les "noires" de leur identité raciale maintient et consolide le système racial, et le racisme qui en découle. Comment établir un système racial dont le racisme est évacué, si à la base on crée des races pour catégoriser les gens et justifier qu'une ou des catégories soient les détentrices de pouvoirs et de privilèges dont les autres sont discriminées.

Pour les Burkinabées que j'ai rencontrées et qui continuent d'appliquer Skin Light sur leur peau le matin, je n'ai pas de solution. Je peux leur dire d'arrêter de "blanchir" leur peau avec les crèmes. Mais je suis "blanche", quelle position édifiante pour prodiguer ce conseil, surtout si j'ajoute de ne pas répéter l'expérience de réaffirmation positive de la beauté "noire" comme le mouvement Black is Beautiful l'a fait!

Néanmoins, répondre aux exigences des critères de beauté c'est avaliser le cadre raciste et sexiste dans lequel elles sont produites. C'est entériner le rapport au corps proposé; celui où l'on ne peut que constater son échec à produire une réplique fidèle de l'idéal de beauté. Un rapport à son corps où l'échec est inévitable, où la déception se profile à coup sûr. Finalement, c'est cautionner l'idéal normatif de beauté lui-même. Le perpétuer malgré le rapport tordu au corps qu'il force.

L'encerclement de la quadrature

Marc Lebel-Racine
Étudiant au BCPS

À vous qui vous auto-proclamez stratèges de l'échiquier mondial
Qui vous croyez porteurs de civilisation
Qui méprisez le pacifisme au nom de la guerre pour la paix
Qui fantasmez sur des projets politiques dans votre seul intérêt a-holiste
Qui hiérarchisez et relativisez les pertes en vies humaines diverses
Et qui vous improvisez justiciers pour mieux empiéter ailleurs.

Casques bleus, minces lignes rouges, blanchiment de crimes de guerre

C'est là du terrain connu pour la rectitude diplomatique

Vous qui veillez à définir la norme et n'hésitez pas à financer ce que demain vous combattrez.

Rarement nos idées seront-elles portées au pouvoir

Nous pourrions sous-estimer l'importance des budgets en armement et en aide à la croissance militaro-industrielle

Et commettre la bévue de débattre de ces enjeux en public

Alors que les délibérations cruciales ont lieu dans la nuit où on ne peut discerner les loups hobbesiens des fins renards.



Médias : coupables!

Krystelle Larocoouche
Étudiant au BCPS

De toutes les consultations publiques de la Commission Bouchard-Taylor, un propos semble récurrent à travers le Québec : les médias ont gonflé le débat sur les accommodements raisonnables. Pour éclairer le sujet, l'École des médias organisait le 27 septembre dernier, une table ronde avec plusieurs intervenants qui ont finalement prouvé que le rôle des médias est difficile à cerner.

L'intervention la plus surprenante demeurera celle de la journaliste de La Presse Rima Elkouri qui affirma que la sphère médiatique s'est transformée en véritable "industrie de désinformation". Selon elle, le scandale de la cabane à sucre a marqué le dérapage officiel des médias dans ce dossier. Le professeur et journaliste Antoine Char vint rationaliser ces dires en soutenant que différentes idées sont véhiculées dans l'univers de l'information et qu'il relève de la responsabilité du citoyen de les utiliser. Celui-ci ajoute même que "le public n'est pas devenu hystérique" au contact des médias ; preuve inévitable que leur rôle n'est pas devenu si dramatique. Selon Jean-Luc Mongrain, le débat sur les accommodements raisonnables n'est que le fruit d'un Québec mal assumé sorti de la révolution tranquille. La laïcité acquise en ces temps n'aurait pas encore été inculquée auprès de la population. Ainsi, le débat tournerait autour d'un problème d'incompréhension de la laïcité. Le coloré lecteur de nouvelle de TQS perçoit l'instauration de la Commission comme "une entourloupette politique" afin de ne pas perdre la confiance du public.

Ayant moi-même assisté à une consultation publique, laissez-moi vous dire que les prises de parole sous-tendent un certain malaise social. Comment remettre en cause cette Commission alors qu'elle s'intéresse à une problématique bien présente au sein de la société ? Le rôle des médias, a priori, n'est-il pas de rapporter les faits ? Au fond, si les hommes politiques s'intéressent



aux médias, c'est qu'ils forment le relayeur principal de l'opinion publique, non ?

Jeff Heinrich, journaliste à The Gazette, couvre quotidiennement les consultations publiques de la Commission d'étude à travers les régions du Québec. Contrairement à la croyance populaire, celui-ci remarque que très peu de variation s'imisce dans les interventions tenues entre Montréal et les régions. Antoine Char attribue ce phénomène à la convergence des médias. Lors d'une entrevue réalisée en avril dernier, la chef d'antenne de Radio-Canada à Trois-Rivières,

Nancy Sabourin, pensait plutôt à "la montréalisation de l'information".

S'il est vrai que les médias sont allés parfois trop loin dans la couverture des accommodements raisonnables, ils ont néanmoins su se faire rapidement pointer du doigt. La faute n'est certainement pas celle des journalistes, restreints avec des contraintes de temps, de convergence, de sensationnalisme, etc. Une meilleure couverture résulterait peut-être de réformes importantes dans la gestion complète du système de l'information...

Fait ce que je dis, pas ce que je fais

Peu importe la ville où vous avez habité au Québec, vous avez sans doute déjà été témoin d'une scène où l'on voit s'activer des camions en train d'anéantir un boisé ou une forêt pour y voir s'implanter, quelques semaines plus tard, des condos, des magasins, une résidence pour personnes âgées, des maisons jumelées, des restaurants...

Antoine Rivard-Déziel
Étudiant en BCPS

Hélas, nous commençons à nous y accoutumer et une fois de plus, un projet de construction menace un des rares véritables milieux naturels vivants sur l'île de Montréal. Cette fois-ci, c'est une importante partie du parc René-Masson situé dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies qui risque fortement de disparaître au profit de constructions bétonnières. Pourtant, ce parc d'arrondissement constitue un bel exemple de conservation d'espaces naturels en milieu urbain. Non aménagé et d'une superficie de 100 000 mètres carrés, il se caractérise par une aire boisée considérable, un milieu humide et d'une proximité avec la rivière des Prairies. Sillonner ces sentiers suffit pour se rendre compte à quel point il s'agit d'une denrée rare sur l'île de Montréal. En existent-ils encore beaucoup de tels endroits à sur cet île urbanisée?

Et pourtant, il y a quelques mois, l'arrondissement a annoncé son désir de condamner 25 000 mètres carrés de ce havre de paix dans le but d'y construire des bureaux d'arrondissements et une maison de la culture. La partie boisée du parc ajoutée à son milieu humide seraient ainsi les premières victimes des coups de pelle, sans oublier bon nombre d'oiseaux et de rongeurs qui ont fait de cet espace leur habitat. L'initiative des élus municipaux de Rivière-des-Prairies est difficile à comprendre sachant que les espaces verts et les milieux naturels se font de plus en plus rares sur l'île de Montréal et que du même coup, le réseau de la qualité de l'air de la ville de Montréal fait état d'une détérioration de l'air ambiant au cours des dernières années. Au diable l'environnement! La question : vont-ils finir par comprendre?

« Un autre vœu pieux avec lequel les hommes politiques d'aujourd'hui jonglent en concert avec la naïveté humaine dans le seul but de faire bonne impression. »

Pour le moment non, même que l'amplification des ces phénomènes ne semble pas préoccuper outre mesure le maire de l'arrondissement Rivières des Prairies/Pointe-aux-Trembles, monsieur Cosmos Maciocia. En effet, déterminés à mener le projet à terme, le maire et son conseil d'arrondissement ont, lors de la séance du 24 septembre, adopté une résolution permettant la mise en oeuvre du projet. Les élus municipaux ont ainsi décidé d'aller de l'avant même si le conseil du patrimoine de Montréal avait émis, un mois plus tôt, un avis défavorable au projet. C'est officiel, ventre affamé n'a point d'oreilles!

Laisser-faire de la ville centrale

Pour Coralie Deny, membre du conseil régional de l'environnement de Montréal (CRE), une telle décision entre totalement en contradiction avec le plan stratégique de développement durable de la ville de Montréal adopté en avril 2005. Un autre vœu pieux avec lequel les hommes politiques



d'aujourd'hui jonglent en concert avec la naïveté humaine dans le seul but de faire bonne impression. Deux grandes orientations de ce " plan " cherchent à améliorer la qualité de l'air et à améliorer la protection de la biodiversité, des milieux naturels et des espaces verts. Preuve comme quoi, les grands diseurs ne sont pas toujours les grands faiseurs.

Souvent accusé de laxisme dans les dossiers environnementaux, le maire Gerald Tremblay a entre les mains une belle occasion de prouver qu'il est en mesure de concrétiser sa vision de développement durable en bloquant le projet. À cet effet, Coralie Deny souligne " *qu'il pourrait, au nom de sa politique environnementale, refuser de financer le projet ou tout simplement donner l'ordre à l'arrondissement de trouver une autre solution* ". Si l'administration centrale cherchait à être conséquente avec ses engagements, ce projet ne devrait logiquement pas voir le jour. " *Avec ce projet, la ville de Montréal envoie le message "fais ce que je dis, mais pas ce que je fais"*, ajoute Deny. La question ici n'est pas de s'opposer à la construction de bureaux municipaux et d'une maison de la culture, mais plutôt de questionner la pertinence de sacrifier un boisé et un milieu naturel pour y parvenir. À ce chapitre, le CRE souligne qu'aucune étude de localisation n'a été rendue publique afin d'expliquer le choix du lieu de construction. Pourtant, selon le CRE, il se trouve à ce jour 300 hectares de terrains vacants qui pourraient servir à la construction, sans ajouter le fait que le terrain du parc René-Masson se situe dans le secteur Rivière-des-Prairies, ce qui défavoriserait géographiquement le secteur Pointes-aux-Trembles. Par ailleurs, par souci d'équité, Union Libre a voulu connaître la version des faits du conseil d'arrondissement ; l'attaché de cabinet du maire

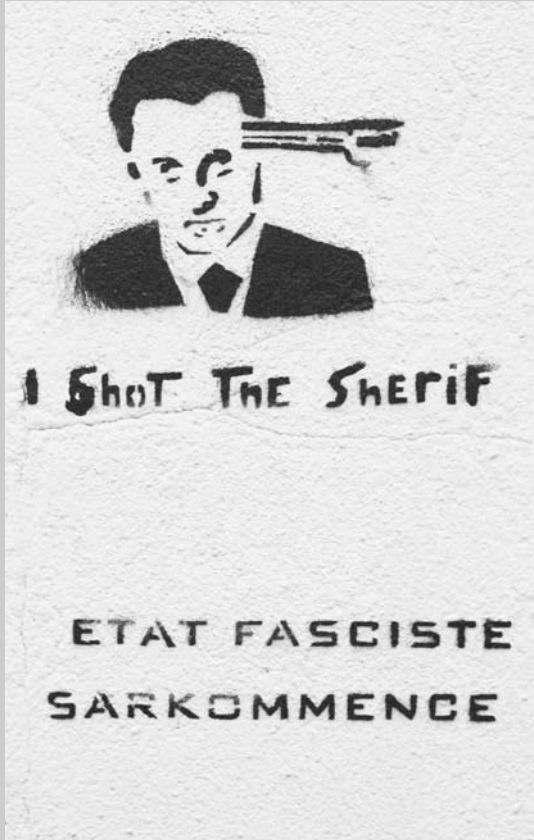
n'a cependant jamais retourné nos appels...

Les citoyens en dernier recours

Heureusement, les citoyens détiennent encore les capacités démocratiques de sauver ces arbres. Cependant, seront-ils assez tenaces pour passer au travers des modalités qui mènent à un référendum? La complexité des procédures nécessaires à la mise en place d'une consultation populaire a tout pour décourager l'action citoyenne. Première étape : toute modification au règlement d'urbanisme oblige nos élus à lancer un avis public indiquant à la population qu'elle peut tenir un registre qui lui est préalable au référendum. Deuxième étape : les citoyens doivent se mobiliser pour signer une pétition demandant la tenue de ce registre. Troisième étape : s'il y a suffisamment de signatures, l'arrondissement ouvre un registre et invite la population à venir le signer au bureau de l'arrondissement dans le court laps de temps d'une journée. Quatrième étape : un nombre déterminé de signature est nécessaire pour déclencher le processus référendaire, le cas échéant, la franche de la population habitant la périphérie du parc est appelée à se prononcer pour ou contre le projet.

Au moment où vous lisez ces lignes, le projet a sans doute déjà été soumis à un registre. Reste à voir maintenant si la mobilisation du CRE a suffi pour atteindre suffisamment signatures. Si tel est le cas, tout est encore possible pour les résidents de Rivière-des-Prairies de se prononcer contre le suicide environnemental, orchestré par une partie de la classe politique, en bloquant le projet.

Le *World* selon l'Hilare Rampant



Après l'ère des tags, voici l'arrivée l'époque des pochoirs de tous les formats (poster pour Sarko ou mini pour Mario) ! De Grenoble à Rosemont, l'art mural enrichit le discours social. Verra-t-on cet automne des pochoirs sur les trajets de nos futures manifs étudiantes? *Union Libre*, toujours à l'avant-garde, lance ici un vaste concours, dont l'unique prix consiste en un succès d'estime: nous publierons l'oeuvre la plus représentative dans la prochaine édition. Tout un défi historique: créer l'icône de la grève de 2007!!!



19 septembre: dissidence dans la rue !



union

libre

Un objectif

L'idée derrière le projet de journal étudiant Union Libre est d'offrir aux membres de la faculté de science politique et de droit de plus qu'à l'ensemble des personnes intéressées par l'initiative, un espace de débat et de diffusion d'idée caractérisé par une ouverture intellectuelle, une tolérance manifeste de la dissension et surtout, l'abandon d'une ligne idéologique particulière qui dicterait à l'avance le contenu de la publication.

Nous ne voulions pas en créant ce journal, offrir un tremplin professionnel à de futur(e)s journalistes, ni non plus devenir un organe de propagande pour l'association étudiante (Afesped), mais plutôt développer un créneau médiatique qui nous semblait jusqu'alors inexistant, soit celui d'un organisme de diffusion étudiant libre, original et recélant une forte tangente politique.

Un nom paradoxal

Le choix du nom de la publication est à cet égard fort révélateur de notre position. Soit que la jeunesse d'aujourd'hui est paradoxalement divisée entre d'une part une insatiable soif de liberté et de jouissance individuelle et d'autre part, qu'elle recherche parfois habilement, parfois maladroitement à s'inscrire dans une réalité collective qui s'avère de plus en plus difficile à cerner. D'où le choix du nom Union Libre, un titre dont le caractère paradoxal, voire antithétique est entièrement assumé et ne relève pas d'une volonté de moraliser ou de politiser en un certain sens. S'il est une chose que l'on souhaite ardemment toutefois, c'est d'intéresser les membres de la communauté uqamienne aux enjeux du politique sous toutes leurs déclinaisons possibles et ce, par l'entremise d'un médium qui accueille et encourage la réflexion critique.

Un fonctionnement atypique

Le journal ne fonctionne pas sur la base d'une équipe de rédaction traditionnelle. Nous ne possédons pas de rédacteur en chef qui dicte la ligne éditoriale, mais fonctionnons plutôt par l'entremise d'un comité de publication qui cherche à obtenir des contributions de la part des étudiant(e)s et travaille à publiciser l'espace de diffusion que nous offrons auprès de ces derniers.

Le contenu s'élabore ainsi en fonction de la réception d'écrits à large, que nous tentons autant que faire se peut de structurer à l'intérieur de thématiques cohérentes et est complété par l'apport des membres du comité de publication. Il en résulte un mode de fonctionnement hybride qui avec le temps se révèle fort intéressant. Nous croyions au départ, pouvoir subsister avec pour seul apport, les contributions émanant de la communauté étudiante, mais ce scénario fut rapidement mis de côté car il s'est révélé impraticable. Nous ne pouvions assurer la survie du journal sur la seule base de contributions hypothétiques qui s'avéraient souvent difficiles à obtenir, surtout durant les fins de session. Ainsi, chaque membre du comité a l'obligation de produire un texte ce qui assure un contenu minimal, auquel nous sommes plus qu'heureux de greffer les diverses contributions qui nous parviennent. Chaque étudiant(e)-contributeur peut intégrer le comité de publication et ce sans aucune discrimination.

Critères de sélection

Le choix des textes retenus pour publication s'effectue en fonction de paramètres préalablement établis. Nous privilégions évidemment les écrits à caractères politiques, mais nous sommes toujours ouverts à d'autres initiatives, par exemple; des bandes dessinées; des nouvelles littéraires; des analyses plus philosophiques, sociologiques, économiques ou encore culturelles; des photo-reportages; des textes informatifs en provenance des associations étudiantes; des annonces concernant diverses activités qui se déroulent à l'Uqam; etc... Trois critères fondamentaux conditionnent toutefois l'acceptation des textes : la qualité de la langue, un certain caractère critique et l'originalité des écrits. Ceci dit, nous ne refusons des contributions que très rarement, de 95% à 100% des envois sont publiés. Les séances de lecture et de sélection se déroulent plusieurs fois par session, alors que les membres du comité de publication se réunissent pour discuter des ouvrages qui nous sont parvenus et exposent les projets d'articles sur lesquels ils et elles planchent. Nous tenons à cet égard à maintenir une ambiance de convivialité, de respect et toutes les décisions sont prises sur la base d'un vote à majorité simple.

Le comité de publication du journal Union Libre

**UN GROS MERCI POUR TOUTES
VOS CONTRIBUTIONS !
VOUS ÉCRIVEZ ? NOUS PUBLIONS !**

**unionlibre@gmail.com
www.unionlibre.net**